[ATTAC-PARIS15-DISCUTONS] ARTICLE SYNTHÉTIQUE SUR LES DIFFÉRENTS PROGRAMMES DE LA GAUCHE, DU RN ET DE LA "MAJORITÉ";

Législatives 2024 : Mediapart passe au crible les programmes de la gauche, du RN et de la majorité

Après le Nouveau Front populaire, la majorité présidentielle et le Rassemblement national ont présenté leur programme pour les législatives des 30 juin et 7 juillet. Mediapart a analysé et comparé leurs principales mesures.

La rédaction de Mediapart 25 juin 2024 Législatives 2024 : Mediapart passe au crible les programmes de la gauche, du RN et de la majorité | Mediapart

Éducation, obsession sur l'immigration et traitement différencié des Français·ses, pouvoir d'achat, avenir de l'audiovisuel public, logement : Mediapart a analysé et comparé les principales mesures des programmes proposés par le Nouveau Front populaire (NFP), la majorité présidentielle (Ensemble) et le Rassemblement national (RN).

Immigration : « menace à l'ordre public » versus « accueil digne »

Habitués à reprendre les propositions et les obsessions de l'extrême droite sur la question migratoire, les candidats macronistes proposent de continuer dans la même veine, *« d'expulser du territoire national tout étranger délinquant qui représente une menace à l'ordre public »*, tout en se félicitant du pacte asile et immigration qui permet d'ouvrir *« des centres de rétention aux frontières extérieures de l'Europe pour examiner la situation des migrants avant qu'ils n'arrivent sur notre sol »*.

Sans surprise, la lutte contre l'immigration occupe une part importante du programme du RN, divisé entre urgences et réformes. Le parti d'extrême droite reprend la plupart de ses propositions récurrentes et annonce un projet de loi d'urgence sur l'immigration dès l'été 2024, avec la fin du droit du sol, le retour du délit de séjour irrégulier, la suppression des dérogations qui empêchent les expulsions d'étrangers, la restriction du regroupement familial et la fin de l'aide médicale d'État.

À LIRE AUSSI ***Sur l'immigration, le RN cache son jeu mais est toujours aussi dangereux*** *20 juin 2024*

Dans un second temps, pour protéger la France de la supposée *« submersion migratoire »*, le RN veut mettre en place la priorité nationale,

cœur de son programme depuis cinquante ans, et restreindre la libre circulation dans l'espace Schengen aux seuls ressortissants européens. Des propositions qui nécessitent de réviser la Constitution et sont contraires au droit international.

Il faut ouvrir le programme du NFP pour voir l'immigration traitée autrement que comme une menace pour la société française. La coalition de gauche propose, pour *« garantir un accueil digne »*, d'abroger la loi asile et immigration et de réviser le pacte européen, de faciliter l'accès aux visas, de garantir l'accès à l'aide médicale d'État, le droit du sol intégral, et de créer un statut de déplacé climatique.

Éducation : tri des élèves contre « réinvestissement massif »

Sur l'éducation, le camp présidentiel et le RN endossent certaines marottes de l'extrême droite : le recentrage des apprentissages sur les fondamentaux (maths, français, histoire), le retour de l'uniforme, l'insistance sur le respect du maître, l'autonomie des établissements vis-à-vis de la *« bureaucratie »* administrative.

Ils n'ont pas non plus de divergence notable sur l'école privée, qu'ils ne comptent pas contraindre, alors que le NFP veut moduler les dotations des établissements scolaires – y compris privés – en fonction du respect d'objectifs de mixité sociale. La Macronie a aussi fait de l'interdiction des écrans un axe de campagne, quand le RN veut bannir les portables jusqu'au bac.

L'extrême droite va, toutefois, plus loin dans la répression. Elle veut mettre en place des *« centres spécialisés pour les élèves perturbateurs ou harceleurs »*, quitte à exclure ces jeunes du système ordinaire *« toute leur scolarité »*. Elle propose aussi la suspension des allocations familiales et des bourses scolaires en cas de perturbations graves et répétées.

À LIRE AUSSI ***Autoritaire et passéiste : enquête sur le député qui a dicté le programme « éducation » du RN*** *25 juin 2024*

En matière d'orientation, là où le camp présidentiel s'en tient à la mise en œuvre de groupes de niveau au collège – une mesure qualifiée de *« tri social »* –, le RN compte abolir le collège unique pour le remplacer par un *« collège modulaire »*, où, dès la quatrième, les cours seront adaptés et les résultats du brevet *« pris en compte par une orientation vers l'apprentissage, vers le lycée général ou vers le lycée professionnel »*.

Enfin, à gauche, si, comme le RN, on veut améliorer la rémunération des enseignants, le programme est plus ambitieux : un *« réinvestissement massif »* dans le bâti, tout en renforçant les effectifs de la médecine

scolaire et en créant un service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap. Le programme du NFP prévoit aussi la *« gratuité intégrale à l'école »*, quand la Macronie se contente de *« remises »* sur les fournitures scolaires. Enfin, la gauche promet des effectifs en dessous de 19 élèves par classe partout et d'abolir Parcoursup.

La santé, priorité de tous

Les difficultés d'accès aux soins sont un des moteurs du vote RN, sur de très nombreux territoires, ruraux ou périurbains, touchés par la désertification médicale. Mais le parti d'extrême droite aligne de très vieilles propositions qui ont fait la preuve de leur totale inefficacité. Il propose d'alléger encore la fiscalité des médecins libéraux retraités qui accepteraient de reprendre du service, sans même prioriser les zones désertées.

En fervent défenseur de la médecine libérale, le RN s'est d'ailleurs opposé à toute régulation de l'installation des médecins dans les zones surdotées. Le parti a voté contre une proposition de loi d'un groupe transpartisan de député·es, de La France insoumise (LFI) aux Républicains (LR), visant à réguler les installations en zone surdotées. Quant à la promesse du RN de *« redonner confiance à l'hôpital public »*, elle manque de corps, faute de moyens dédiés.

Le RN veut également supprimer les agences régionales de santé, chargées notamment de lutter contre les inégalités de santé. Elles seraient remplacées par un préfet délégué à la santé, sous l'autorité du ministère de l'intérieur.

Le programme du NFP est à l'exact opposé. Il prévoit de réguler l'installation des médecins libéraux, de contraindre les cliniques privées à participer à la permanence des soins, d'assurer un accès aux services publics à moins de trente minutes, et de revaloriser les salaires des soignant·es.

Du côté d'Ensemble, rien de neuf par rapport à la politique menée depuis 2017. Est répété l'engagement de former 16 000 médecins en 2027 ou encore de transférer des compétences des médecins vers d'autres professionnel·les de santé, pour dégager du temps médical. Point saillant du programme : la promesse d'élargir l'accès à la complémentaire santé solidaire (l'ex-CMU-C) à 1 euro par jour. La question de l'hôpital est absente du programme.

Écologie : à gauche, le retour de la planification écologique

Côté écologie, le camp présidentiel s'engage dès le début de la nouvelle

législature à relancer une vague de *leasing* social de véhicules électriques et à mettre en œuvre des *« services civiques écologiques »*. Ensemble veut continuer le déploiement du Fonds vert, une enveloppe publique de 2 milliards d'euros pour accélérer la transition écologique dans les territoires, et démarrer la construction de pas moins de quatorze nouveaux réacteurs nucléaires.

Le NFP remet sur le tapis la planification écologique, une notion chère à la gauche qu'a tenté de récupérer Emmanuel Macron. L'union des gauches tient ainsi à faire construire en France des voitures électriques et des panneaux solaires, à développer les transports publics en lien avec des mesures de gratuité pour les jeunes ou les précaires, et à élever le pays au rang de *« leader européen des énergies marines »*. Les outre-mer sont pris en considération avec, entre autres, la prise en charge médicale des victimes de la chlordécone et des sargasses. Enfin, la question de l'eau figure en bonne place du programme du NFP, avec, notamment, une contribution des industriels à la dépollution des nappes et des sols.

Enfin, le RN propose pour sa part une *« écologie de bon sens »* en opposition à l'*« écologie punitive »*, en misant sur la relance du nucléaire et les technologies vertes, comme l'hydrogène et la géothermie. L'extrême droite propose également de mettre fin à l'interdiction de la vente des voitures à moteur thermique, pourtant prévue à l'échelle européenne pour 2035. Dernière mesure saillante du programme : un plan de rénovation du réseau de distribution de l'eau.

Logement : la gauche abrogera la loi Kasbarian

Sur le logement, *« soyons honnête, nous n'avons pas assez fait »*, a estimé Bruno Le Maire au Medef le 20 juin. Rare mea culpa de la Macronie. Mais il y a peu de propositions dans le programme du parti présidentiel pour remédier à la crise du logement. Il ressort la promesse non tenue de 2022 d'étendre à l'ensemble des locataires la garantie des loyers qui n'existe aujourd'hui que pour les jeunes. Et il prévoit d'exonérer les primo-accédants des frais de notaire pour l'achat d'un logement jusqu'à 250 000 euros.

Au RN, les principales propositions sur le logement ne figurent pas au programme. Car la principale mesure, l'instauration de la préférence nationale dans l'attribution de logements sociaux, dépend d'un changement de Constitution et donc de l'accession à la présidence de la République du parti d'extrême droite. Cette mesure extrêmement violente ne serait donc appliquée que *« dans un second temps »*. Idem pour l'idée

de bannir des attributions de HLM les personnes ayant un casier judiciaire.

À LIRE AUSSI ***L'extrême droite fait du logement social son nouveau cheval de bataille*** *26 avril 2024*

Le RN propose toutefois un détricotage de la loi SRU, qui impose 25 % de logements sociaux, en assouplissant les obligations de construction. En matière de rénovation, le RN promet d'*« abroger toutes les interdictions et obligations liées aux DPE* [diagnostic de performance énergétique – ndlr] *»*. Un retour en arrière.

Côté NFP, le programme est plus étoffé : il propose de relancer la construction de HLM *« en revenant sur les coupes de Macron pour les organismes HLM – 1,4 milliard d'euros annuels »* – et en renforçant le nombre de places d'hébergement d'urgence. Une grande loi logement instaurerait l'encadrement des loyers et du foncier là où l'offre est inférieure à la demande. Mais aussi une garantie universelle des loyers, des sanctions plus fortes contre les villes qui ne respectent pas la loi SRU, et l'ouverture du prêt à taux zéro à tous les ménages primo-accédants. Enfin, la gauche abrogera la loi Kasbarian, dite « anti-squats », et interdira les expulsions pour impayés de loyer sans proposition de relogement.

Pouvoir d'achat : prime Macron, baisses de taxe ou hausse de salaires

Pour le pouvoir d'achat, le camp présidentiel prévoit peu de choses, à l'exception de l'indexation des retraites sur l'inflation et de l'élargissement de la « prime Macron » défiscalisée de 3 000 à 10 000 euros. Le premier ministre a aussi promis une baisse de 15 % des prix de l'électricité au début de 2025. Enfin, la Macronie refuse toujours toute hausse d'impôt.

À LIRE AUSSI **Au RN, un programme économique fondé sur la discrimination et la répression** 20 juin 2024

Le RN, de son côté, prévoit une baisse de la TVA sur les produits énergétiques (sans garantie de sa transmission sur les prix) dès l'été 2024. *« En cas d'inflation forte »*, il propose de baisser aussi la TVA des produits de *« première nécessité »*. Dans un second temps, il entend *« inciter »* les entreprises à augmenter les salaires de 10 % jusqu'à trois fois le Smic par une exonération des cotisations patronales. Sur le plan fiscal, le RN supprime l'impôt sur le revenu pour les jeunes de moins de 30 ans.

À noter que la Macronie et le RN proposent tous deux d'exonérer les successions des classes moyennes, qui ne paient déjà quasiment rien en la matière.

Le NFP, de son côté, propose d'indexer les salaires sur l'inflation et d'augmenter le Smic à 1 600 euros net. Le programme prévoit également

l'organisation d'une grande *« conférence sur les salaires, l'emploi et la qualification »*. Les prix des produits de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants seront bloqués. La taxe de 10 % sur les factures d'énergie sera *« abolie »*, ainsi que la hausse du gaz prévue pour le 1er juillet. Enfin, les frais bancaires seront plafonnés. Finalement, le NFP promet une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG).

Entreprises et capital : le RN de plus en plus pro-business

En économie, plusieurs visions s'affrontent. Le NFP compte faire fonctionner l'activité à plein régime grâce à la relance par la dépense publique afin de garnir les carnets de commandes des entreprises. Comment ? Avec 150 milliards d'euros injectés d'ici 2027 dans le pouvoir d'achat, la bifurcation écologique et la relance des services publics. Le bloc de gauche compte aussi taxer le capital, avec un impôt sur les grands héritages, la suppression de la *flat tax* à 30 % sur les revenus du capital, l'application d'un impôt « Zucman » sur les bénéfices des multinationales et le renforcement de la taxe sur les transactions financières.

À LIRE AUSSI ***Nouveau Front populaire : un programme économique d'alternative au macronisme*** *14 juin 2024*

Côté majorité présidentielle, c'est la continuité de la politique de l'offre basée sur les réformes structurelles, la flexibilisation du marché travail et la baisse de la fiscalité des entreprises qui est proposée. Après avoir déjà réduit de 60 milliards d'euros par an la pression fiscale, la Macronie propose une reÌgle d'or anti-hausse d'impôt, tout en se refusant à stimuler l'économie par la dépense publique.

Enfin, le RN devient de plus en plus pro-business. Il veut développer *« l'esprit entrepreneurial »* et propose la baisse des impôts de production d'une part, et sur les bénéfices pour les entreprises détenues par les moins de 30 ans d'autre part. Il a aussi renoncé à la nationalisation des autoroutes. Certes, l'extrême droite propose d'imposer les superprofits des énergéticiens et des armateurs, et une réforme baroque de l'impôt sur la fortune immobilière en impôt sur la fortune financière.

Sans financement pérenne, l'audiovisuel public à la merci du RN

Dernière lubie du camp présidentiel avant la dissolution, la réforme devant conduire à la fusion des entités de l'audiovisuel public (France Télévisions, Radio France, Institut national de l'audiovisuel, France Médias Monde) ne semble plus une priorité des macronistes. Le projet a complètement disparu du programme porté par Gabriel Attal. Pourtant, il y

a urgence à pérenniser le financement indépendant des entreprises concernées depuis la suppression de la redevance audiovisuelle actée par Macron après sa réélection. Le mécanisme transitoire de financement par une fraction de la TVA mis en place en 2022 expire en fin d'année.

À LIRE AUSSI ***Audiovisuel public : les salariés face au « scénario du pire », une victoire du RN aux législatives*** *21 juin 2024*

Des trois blocs, seule l'alliance des partis de gauche se saisit de cette brûlante question. Le programme du NFP propose de *« garantir la pérennité d'un service public de l'audiovisuel en instaurant un financement durable, lisible, socialement juste et en garantissant son indépendance »*.

Le projet du RN pour les chaînes publiques tient en peu de mots : *« privatiser l'audiovisuel public »*. Sans compter les lourds obstacles techniques sur la faisabilité d'une telle mesure, le RN devra faire face à la farouche opposition des personnels des médias publics, bien décidés à préserver l'indépendance de leurs entreprises.

Relative unanimité sur le soutien à l'Ukraine, désaccords sur la Palestine

Concernant la guerre en Ukraine, les trois listes souhaitent poursuivre le soutien militaire français à Kyiv, mais elles fixent des limites différentes à ce soutien. Le NFP dit vouloir soutenir le peuple ukrainien grâce, entre autres, à *« la livraison d'armes nécessaires »*. Ce dernier adjectif a l'avantage de reporter à plus tard une partie des débats qui pourraient tirailler la gauche sur le type d'équipement que la France s'autorise à envoyer. Le programme du NFP ne se prononce pas sur la question d'une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne (UE), qui divise également les gauches françaises.

La tête de liste RN Jordan Bardella s'est lui aussi dit *« favorable »* à un soutien militaire à l'Ukraine, mais y fixe deux lignes rouges : l'envoi de troupes françaises sur place et *« l'envoi* [...] *de missiles longue portée »*. La France envoie déjà ce type de matériel à Kyiv depuis juillet 2023. Le RN est par ailleurs opposé à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE.

Sur la guerre à Gaza, les positions sont nettement plus tranchées. Alors que le NFP demande un *« cessez-le-feu immédiat »*, qui passe entre autres par la reconnaissance *« immédiate »* de l'État de Palestine et un *« embargo sur les livraisons d'armes à Israël »*, Jordan Bardella a affirmé mardi 24 juin que *« reconnaître un État palestinien [aujourd'hui], ça serait reconnaître le terrorisme »*. Du côté d'Ensemble, la ligne est celle du chef de l'État :

pour un cessez-le-feu, mais contre la reconnaissance immédiate d'un État palestinien, au motif que le moment ne serait pas le bon.

Pesticides : réduction ou statu quo

En janvier, tentant de préempter la colère agricole qui venait de surgir, Jordan Bardella avait été le premier responsable politique à se rendre dans une ferme. Pas de changement de politique agricole au programme du RN, cependant. L'extrême droite propose un plan – *« manger français »* – qui obligerait les cantines à utiliser 80 % de produits français d'ici à 2027. Que cette nourriture soit bio ou non, peu importe : le RN est pour le statu quo sur les pesticides.

La majorité affiche de son côté vouloir poursuivre la réduction des pesticides de moitié d'ici à 2030, alors que le camp macroniste a contribué à l'échec de cet objectif au niveau européen, acceptant d'importants reculs et votant de manière dispersée à Strasbourg.

À LIRE AUSSI ***Pesticides : interdiction ou laisser-faire, les avis sont tranchés*** *4 juin 2024*

Seul le NFP veut mettre en place une nouvelle politique agricole, et ce, dès ses quinze premiers jours au pouvoir, où il ferait, au niveau européen, la proposition d'une nouvelle politique agricole commune. Autre mesure d'urgence, qui inscrit la gauche dans la défense des terres agricoles et d'une agriculture plus écologique : un moratoire sur les mégabassines et les grands projets autoroutiers.

Le NFP est par ailleurs le seul parti à vouloir interdire le glyphosate, rétablir Écophyto – le programme de réduction des pesticides détricoté par la majorité présidentielle – et soutenir la filière bio. Pour multiplier les conversions vers une agriculture sans pesticides, il propose d'effacer la dette des exploitations agricoles qui s'engageraient sur cette voie.

Les discriminations au programme du RN

Le programme de la majorité présidentielle se résume en une seule phrase : *« Jamais nous ne transigerons sur la lutte contre le racisme, l'antiseìmitisme, le sexisme, l'homophobie et toutes les haines qui n'ont pas leur place dans notre Reìpublique. »* Et une seule et unique mesure : la généralisation des pratiques de *testing* pour lutter contre les discriminations à l'embauche. Cette proposition, sans cesse promise par Emmanuel Macron, était déjà annoncée en 2022, sans que jamais rien ne soit concrétisé. Sans plus de précisions, Gabriel Attal promet aussi de *« renforcer »* l'école inclusive pour les élèves en situation de handicap.

Le NFP, lui, accorde une place plus importante à la question dans un

chapitre qui promet de lutter *« contre toutes les formes de racismes, contre l'antisémitisme et l'islamophobie »*, mais oublie de mentionner l'antitziganisme. L'union de gauche livre sept mesures immédiates et souhaite notamment *« donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner »* les auteurs de discriminations ou instaurer un Commissariat à l'égalité doté d'un Observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel. Elle propose aussi un nouveau plan de lutte contre les discriminations, un plan interministériel pour lutter contre l'antisémitisme et un autre pour combattre l'islamophobie. Elle veut notamment instaurer la mise en place de récépissés pour lutter contre les contrôles au faciès.

Outre un chapitre sur les violences sexuelles, le bloc de gauche veut également créer un service public d'accompagnement des eìleÌves en situation de handicap et propose la mise en place d'un plan pour éradiquer les violences contre les personnes LGBTQIA+. Le NFP veut autoriser le changement d'état civil libre et gratuit.

À LIRE AUSSI ***Binationaux : le programme flou et discriminatoire du RN*** *25 juin 2024*

Pour l'extrême droite enfin, le sujet est totalement inexistant. Lors d'une conférence de presse, Jordan Bardella a tout juste déclaré qu'*« aucun droit »* ne serait retiré aux Français. Mais l'élément central de son programme, la priorité nationale, consiste à généraliser et légitimer les discriminations.

Il y a quelques jours, le parquet de Nanterre s'est d'ailleurs prononcé sur cette mesure appliquée aux logements sociaux, estimant que cela constituait une incitation à *« commettre cette discrimination en tant qu'élus »* et *« à susciter le rejet d'un groupe pour sa non-appartenance à une nation »*. Le parti confirme aussi vouloir distinguer les Français en interdisant certains postes aux binationaux.